



**RÉGION  
AUVERGNE- RHÔNE-  
ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 84-2022-184

PUBLIÉ LE 5 SEPTEMBRE 2022

# Sommaire

## **69\_Rectorat de Lyon /**

84-2022-08-31-00005 - Arrêté n°2022-61 du 31 août 2022 portant délégation de signature aux personnels d'encadrement du rectorat de l'académie de Lyon (5 pages)

Page 3

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins finances**

84-2022-08-16-00009 - Arrêtés 2022-20-0501 à 2022-20-0522 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 + LAMDA LES (44 pages)

Page 8

84-2022-08-16-00008 - Arrêtés 2022-20-1198 à 2022-20-1231 fixant le montant des ressources d'assurance maladie pour les hôpitaux de proximité d'Auvergne Rhône-Alpes au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2022 (72 pages)

Page 52

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins pilotage**

84-2022-08-29-00011 - arrêté portant fermeture d'une pharmacie d'officine dans le département du Puy-de-Dôme (2 pages)

Page 124

## **84\_DRAC\_Direction régionale des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes / Direction**

84-2022-09-02-00003 - Arrêté de subdélégation 2022-02raa (4 pages)

Page 126

## **84\_SGAMISE\_Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud-Est / Direction de l'administration générale et des finances**

84-2022-09-01-00006 - Décision SGAMI

SE\_DAGF\_2022\_09\_05\_125?? portant subdélégation de signature aux agents du centre de services partagés pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS ??Service exécutant MI5PLTF069 (3 pages)

Page 130



**ACADÉMIE  
DE LYON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service interacadémique  
des affaires juridiques**

**Rectorat de l'académie de Lyon**  
92 rue de Marseille – BP 7227  
69354 Lyon cedex 07

[www.ac-lyon.fr](http://www.ac-lyon.fr)

Lyon, le 31 août 2022

Arrêté n°2022-61 portant délégation de signature  
aux personnels d'encadrement du rectorat  
de l'académie de Lyon

Le recteur de la région académique  
Auvergne-Rhône-Alpes  
Recteur de l'académie de Lyon  
Chancelier des universités

Vu le code de l'éducation, notamment les articles D222-20 et R911-88 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret du 24 juillet 2019 portant nomination de M. Olivier Dugrip, recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, recteur de l'académie de Lyon ;

Vu l'arrêté du 10 février 2020 portant nomination de M. Olivier Curnelle dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Lyon à compter du 20 février 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-173 du 21 avril 2021 portant délégation de signature à M. Olivier Dugrip, recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, recteur de l'académie de Lyon ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à M. Olivier Curnelle, secrétaire général de l'académie de Lyon, à l'effet de signer tous arrêtés, actes, décisions, correspondances, concernant :

- l'organisation et le fonctionnement des services académiques et des établissements scolaires de l'académie ;
- l'organisation et le fonctionnement des services interacadémiques implantés administrativement au rectorat de l'académie de Lyon ;
- l'ouverture, le fonctionnement et le contrôle des établissements d'enseignement scolaires privés sous contrat ;
- l'ouverture, le fonctionnement et le contrôle des établissements d'enseignement scolaires privés hors contrat ainsi que le contrôle des personnes chargées de diriger ou d'enseigner dans ces établissements ;
- l'instruction en famille ;

- la vie scolaire, l'éducation, l'orientation et l'affectation des élèves ;
  - les poursuites disciplinaires engagées à l'encontre des élèves ;
  - les poursuites disciplinaires engagées à l'encontre des étudiants de la région académique devant la commission de discipline du BTS ;
  - l'aide de l'Etat aux élèves ;
  - l'organisation de la formation et de l'évaluation des élèves conduisant à la délivrance des diplômes de l'enseignement scolaire ;
  - l'organisation de la formation et de l'évaluation des étudiants de l'académie de Lyon conduisant à la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur relevant de la compétence du recteur de région académique ;
  - l'organisation des voies d'accès aux corps, grades et emplois des agents publics de la fonction publique de l'Etat au niveau académique, interacadémique ou interministériel ;
  - la désaffectation des biens des établissements publics locaux d'enseignement (lycées et EREA) ;
- la gestion administrative et financière des personnels titulaires et contractuels enseignants du premier et du second degré, des maîtres des établissements d'enseignement privés du premier degré (Ain, Loire et Rhône) et du second degré sous contrat, des personnels d'éducation, de surveillance et d'accompagnement des élèves, de direction, d'inspection, techniques et pédagogiques, administratifs, de santé, sociaux, de laboratoire, techniques, de l'équipe académique mobile de soutien, des psychologues de l'éducation nationale, à l'exclusion des sanctions disciplinaires des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> groupes ;
- les mémoires en défense devant les tribunaux administratifs dans les litiges relevant de la compétence du recteur d'académie en application de l'article D. 222-35 du code de l'éducation ;
  - les mémoires en défense devant les cours administratives d'appel dans les litiges relevant en première instance de la compétence du recteur d'académie en application de l'article R. 811-10-4 du code de justice administrative ;
  - la défense de l'Etat dans les actions en responsabilité, intentées à l'encontre du recteur d'académie, exercées devant les juridictions judiciaires sur le fondement de l'article L. 911-4 du code de l'éducation ;
  - les décisions de règlement amiable des demandes d'indemnité portant sur un montant inférieur à 50 000€ ;
  - les décisions à caractère financier prises pour l'exécution des décisions de justice portant sur les litiges mettant en cause la responsabilité des services déconcentrés ;
  - les actions récursoires prévues par les dispositions de l'article L. 911-4 du code de l'éducation et les actions subrogatoires consécutivement aux faits dommageables survenus à des personnels en application de l'article D222-36 du code de l'éducation.
  - les opérations de prise à bail d'immeubles, les conventions de mise à disposition et les conventions d'utilisation et d'affectation, notamment la prise des biens, le renouvellement et la résiliation.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Curnelle, délégation est donnée à l'effet de signer les arrêtés, actes, décisions, correspondances visés à l'article 1<sup>er</sup>, à :

- Mme Claudine Mayot, secrétaire générale adjointe, directrice du pôle performance et organisation scolaires et financières ;
- Mme Stéphanie De Saint Jean, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines ;
- Mme Nadine Perrayon, secrétaire générale adjointe, directrice du pôle fonctions supports et modernisation.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Nathalie Confort, directrice des examens et concours (DEC), à l'effet de signer :

- l'organisation de la formation et de l'évaluation des élèves conduisant à la délivrance des diplômes de l'enseignement scolaire ;
- l'organisation de la formation et de l'évaluation des étudiants de l'académie de Lyon conduisant à la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur relevant de la compétence du recteur de région académique ;
- l'organisation des voies d'accès aux corps, grades et emplois des agents publics de la fonction publique de l'Etat déconcentrées au niveau académique, interacadémique ou interministériel ;
- tous les actes relatifs à l'engagement des poursuites devant la commission de discipline du baccalauréat et à la saisine de cette commission ;
- tous les actes relatifs à l'engagement des poursuites à l'encontre des étudiants de la région Auvergne-Rhône-Alpes devant la commission de discipline du brevet de technicien supérieur (BTS) et à la saisine de cette commission ;
- tous les actes relatifs à l'engagement et à la liquidation des frais d'organisation des examens et voies d'accès précités et du remboursement des frais de déplacement des membres des jurys desdits examens et voies d'accès.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Isabelle Lacroix, directrice des personnels enseignants (DIPE), à l'effet de signer :

- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des personnels titulaires, stagiaires et contractuels enseignants des lycées et des collèges, d'éducation, des psychologues de l'éducation nationale, des personnels enseignants du second degré exerçant dans l'enseignement supérieur, des personnels de l'équipe mobile académique de sécurité, à l'exclusion des sanctions disciplinaires des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> groupes et des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- toutes les pièces relatives aux dépenses concernant la rémunération principale et les indemnités de ces personnels.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à M. Yann Mouton, directeur de l'enseignement privé et de l'instruction dans les familles, à l'effet de signer :

- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des maîtres contractuels, agréés et délégués des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat, à l'exclusion des sanctions disciplinaires des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> groupes et des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des maîtres contractuels, agréés et délégués des établissements d'enseignement privés du premier degré sous contrat des départements de l'Ain, de la Loire et du Rhône, à l'exclusion des sanctions disciplinaires des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> groupes et des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- toutes les pièces relatives aux dépenses concernant la rémunération principale et les indemnités de ces personnels.
- les autorisations de diriger des établissements d'enseignement privés du premier et du second degré sous contrat.
- les actes relatifs à l'ouverture des établissements d'enseignement scolaire privés hors contrat ;

- les autorisations de diriger et d'enseigner dans les établissements d'enseignement scolaires privés hors contrat ;
- tous les actes, arrêtés et décisions concernant l'instruction en famille.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Hakima Ancer, directrice des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé (DPATSS), à l'effet de signer :

- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des personnels, titulaires, stagiaires et contractuels, administratifs (catégories B et C), infirmiers, sociaux, ITRF (catégorie C), de surveillance et d'accompagnement des élèves, à l'exclusion des sanctions disciplinaires des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> groupes et des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des personnels techniques et pédagogiques exerçant leurs fonctions dans la région académique et des inspecteurs de la jeunesse et des sports exerçant leurs fonctions dans l'académie de Lyon, à l'exclusion des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- toutes les pièces relatives aux dépenses concernant la rémunération principale et les indemnités de ces personnels ;
- les décisions relatives à la prise en charge des dégradations des véhicules des personnels, y compris au titre des conventions passées entre le ministère de l'éducation nationale et les compagnies d'assurances;
- les décisions relatives à l'action sociale en faveur des personnels gérés par le recteur de l'académie de Lyon ;
- les décisions relatives à l'admission à la retraite et aux pensions de retraite pour les personnels gérés par le recteur de l'académie de Lyon.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Agnès Mazzon, directrice des personnels d'encadrement (DE), à l'effet de signer :

- tous les actes, arrêtés et décisions concernant la gestion administrative et financière des personnels d'inspection, de direction, administratifs (catégorie A) et des médecins de l'éducation nationale à l'exclusion des décisions prises au titre de l'article 8 du présent arrêté ;
- toutes les pièces relatives aux dépenses concernant la rémunération principale et les indemnités de ces personnels.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à M. Julien Bonnard, directeur des affaires budgétaires et financières (DBF), à l'effet de signer tous les actes, arrêtés et décisions concernant les accidents de service et les maladies professionnelles, les congés bonifiés, les frais de changement de résidence pour les personnels gérés par le recteur de l'académie de Lyon, les frais de déplacement des personnels exerçant leurs fonctions dans l'académie de Lyon.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Céline Felpin, directrice de l'organisation scolaire (DOS), à l'effet de signer :

- les actes relatifs aux moyens d'enseignement des établissements du second degré publics et privés sous contrat ;
- les décisions de désaffectation des biens des établissements publics locaux d'enseignement (lycées et

EREA) ;

- toutes les pièces justificatives de la liquidation des dépenses relatives au fonctionnement, aux investissements et à l'équipement des établissements du second degré publics et privés sous contrat.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Curnelle et de Mmes Mayot, De Saint Jean et Perrayon, délégation est donnée à Mme Agnès Moraux, directrice des affaires juridiques (DAJ), à l'effet de signer devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel :

- les mémoires en défense aux recours introduits en matière de bourse du second degré ;  
- à l'occasion de tout litige : les mémoires en défense et réplique sans enjeu, les demandes de non-lieu à statuer, les courriers en réponse aux demandes d'instruction, les courriers en réponse aux moyens soulevés d'office, les courriers demandant la mise hors de cause du recteur de l'académie de Lyon.

Article 11 : L'arrêté n°2022-34 du 11 mai 2022 est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de l'académie de Lyon est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Olivier DUGRIP

Arrêté n°: 2022-20-1234 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0501

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH BOURG-EN-BRESSE n° Finess 010780054 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité  
2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 18 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 010780054  
Raison sociale CH BOURG-EN-BRESSE

#### Article 1<sup>er</sup> - Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 373 526.00	232 706.00	0.00	232 706.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 - Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	11 936.92
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	11 936.92
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1235 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0502

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH MOULINS-YZEURE n° Finess 030780092 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité  
2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 030780092  
Raison sociale CH MOULINS-YZEURE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	411 358.00	69 693.00	32 364.21	102 057.21

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	20 833.73
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	20 833.73
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1236 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0503

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

CH MONTLUCON NERIS-LES-BAINS n° Finess 030780100 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 030780100  
Raison sociale CH MONTLUCON NERIS-LES-BAINS

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	657 084.00	111 325.00	187 166.52	298 491.52

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5 -** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6 -** Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1237 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0504

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH VICHY (JACQUES LACARIN) n° Finess 030780118 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 030780118  
Raison sociale CH VICHY (JACQUES LACARIN)

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 714 680.00	290 505.00	166 324.30	456 829.30

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1238 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0505

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH ARDECHE MERIDIONALE n° Finess 070005566 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 18 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

**Finess** 070005566  
**Raison sociale** CH ARDECHE MERIDIONALE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 170 488.00	198 307.00	143 209.01	341 516.01

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	11 159.86	11 159.86

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	3 111.62
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	3 111.62
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1239 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0506

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

CH AURILLAC (HENRI MONDOR) n° Finess 150780096 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess

150780096

Raison sociale

CH AURILLAC (HENRI MONDOR)

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	652 346.00	110 522.00	0.00	110 522.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) †	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	40 693.98
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	47 408.86
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	-6 714.88
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1240 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0507

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

**GROUPEMENT HOSPITALIER PORTES DE PROVENCE n° Finess 26000047 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess

26000047

Raison sociale

GROUPEMENT HOSPITALIER PORTES DE PROVENCE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	978 030.00	165 700.00	0.00	165 700.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	1 084.30
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	1 084.30
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1241 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0508

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

CH CREST n° Finess 260000054 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 260000054  
Raison sociale CH CREST

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	5 613 448.00	951 044.00	0.00	951 044.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	16 290.00	2 760.00	0.00	2 760.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	44 597.88
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	44 597.88
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dus ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1242 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0509

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

CHU GRENOBLE-ALPES n° Finess 380780080 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 380780080  
Raison sociale CHU GRENOBLE-ALPES

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	2 758 118.00	467 287.00	0.00	467 287.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	21 802.00	3 694.00	0.00	3 694.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	348 796.69
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	311 816.17
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	36 980.52
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5 -** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6 -** Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1243 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0510

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH VIENNE (LUCIEN HUSSEL) n° Finess 380781435 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 18 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 380781435  
Raison sociale CH VIENNE (LUCIEN HUSSEL)

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 453 656.00	246 282.00	79 610.76	325 892.76

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	13 356.00	2 263.00	9 550.30	11 813.30

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	1 343.21
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	1 343.21
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	322.37
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	322.37
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1244 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0511

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

GCS SANTE A DOM SAINT-PRIEST-EN-JAREZ n° Finess 420010258 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 420010258  
Raison sociale GCS SANTE A DOM SAINT-PRIEST-EN-JAREZ

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	3 667 632.00	621 265.00	0.00	621 265.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5 -** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6 -** Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1245 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0512

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH ROANNE, n° Finess 420780033 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021  
transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 420780033  
Raison sociale CH ROANNE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 834 922.00	310 877.00	0.00	310 877.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	30 150.56
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	30 150.56
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dus ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1246 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0513

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH LE PUY-EN-VELAY (EMILE ROUX) n° Finess 430000018 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice  
antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 430000018  
Raison sociale CH LE PUY-EN-VELAY (EMILE ROUX)

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 345 236.00	227 913.00	256 763.80	484 676.80

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dus ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1247 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0514

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement

CLCC LEON BERARD n° Finess 690000880 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 690000880  
Raison sociale CLCC LEON BERARD

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	9 053 142.00	1 533 523.00	998 497.75	2 532 020.75

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	33 012.00	5 592.00	-29 204.43	-23 612.43

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	191 934.58
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	159 938.86
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	31 995.72
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	16 465.39
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	16 465.39
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1248 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0515

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
HAD SOINS ET SANTE LYON n° Finess 690788930 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 18 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 690788930  
Raison sociale HAD SOINS ET SANTE LYON

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	15 812 942.00	2 678 574.00	0.00	2 678 574.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	7 174.00	1 215.00	0.00	1 215.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1249 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0516

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH METROPOLE SAVOIE n° Finess 730000015 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité  
2021 transmise en LAMDA)

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 730000015  
Raison sociale CH METROPOLE SAVOIE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 331 896.00	225 653.00	598 319.72	823 972.72

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	20 194.88	20 194.88

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	163 587.77
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	156 295.33
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	7 292.44
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1250 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0517

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH ALBERTVILLE-MOUTIERS n° Finess 730002839 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-5 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess

730002839

Raison sociale

CH ALBERTVILLE-MOUTIERS

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	794 540.00	134 613.00	0.00	134 613.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	11 773.46
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	11 773.46
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dus ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1251 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0518

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH VALLEE DE LA MAURIENNE n° Finess 730780103 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 730780103  
Raison sociale CH VALLEE DE LA MAURIENNE

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	311 796.00	52 825.00	216 212.80	269 037.80

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5 -** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6 -** Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1252 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0519

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CHI HOPITAUX DES PAYS DU MONT-BLANC n° Finess 740001839 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice  
antérieur (activité 2021 transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

**Finess** 740001839  
**Raison sociale** CHI HOPITAUX DES PAYS DU MONT-BLANC

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	469 996.00	79 628.00	0.00	79 628.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1253 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0520

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH ANNECY-GENEVOIS n° Finess 740781133 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité  
2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 740781133  
Raison sociale CH ANNECY-GENEVOIS

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	1 441 806.00	244 274.00	0.00	244 274.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie de financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	-1 729.40
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	-2 158.43
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	429.03
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1254 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0521

**Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CH ALPES-LEMAN n° Finess 740790258 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2021  
transmise en LAMDA)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 740790258  
Raison sociale CH ALPES-LEMAN

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	475 122.00	80 496.00	118 318.42	198 814.42

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

<sup>1</sup> Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	25 453.56
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	24 590.57
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	862.99
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

Arrêté n°: 2022-20-1255 Modifiant l'arrêté n°: 2022-20-0522

Portant fixation du montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires, de la liste en sus à l'établissement  
CHI LES HOPITAUX DU LEMAN n° Finess 740790381 au titre des soins de la période de janvier à juin 2022 et du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2021 transmise en LAMDA)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;  
VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;  
VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;  
VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;  
VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022 ;  
VU le relevé d'activité transmis au titre du mois de juin 2022 par l'établissement ;

Finess 740790381  
Raison sociale CHI LES HOPITAUX DU LEMAN

#### Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME

Les montants de la garantie de financement HAD hors AME dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (hors AME)	838 698.00	142 094.00	218 096.54	360 190.54

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

Article 2 – Les montants de la garantie financement HAD dus à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à juin 2022, le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

Libellé	Montant de garantie de financement pour la période (pour information)	Montant mensuel (A) 1	Montant complémentaire issu de la régularisation (B)	Montant à verser à M6 = A+B
Montant HAD de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)	0.00	0.00	0.00	0.00

1 Le montant à verser intègre la régularisation des montants versés au titre de M1 et M2.

**Article 3 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	21 481.27
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	21 481.27
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle	0.00

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022, au titre de la liste en sus HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation au titre de l'activité 2021 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Les montants dûs ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

Libellé	Montant dû ou à reprendre ce mois-ci
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins HAD hors AME</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00
<b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)	0.00
Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)	0.00

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Lyon, le 16 août 2022

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
Par délégation  
Le directeur délégué Finances et Performance,

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1198**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH DE PONT DE VAUX**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>010780138</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE PONT DE VAUX</b>
------------------	------------------	------------------------	---------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	81 205.07 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1196**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH INTERCOM AIN VAL DE SAONE**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINSS</b>	<b>010009132</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH INTERCOM AIN VAL DE SAONE</b>
-----------------	------------------	------------------------	-------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	129 356.65 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1197**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE MEXIMIEUX**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>010780120</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE MEXIMIEUX</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	75 985,67 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1199**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DPT COEUR DU BOURBONNAIS**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

**Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

**Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

**Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

**Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

**Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

**Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

**Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>030002158</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DPT COEUR DU BOURBONNAIS</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	1 317.50 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	80 429.29 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1200**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH DE BOURBON L'ARCHAMBAULT**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>030780126</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE BOURBON L'ARCHAMBAULT</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	69 126.62 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1201**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**HOPITAL DE MOZE**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>07000096</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>HOPITAL DE MOZE</b>
------------------	-----------------	------------------------	------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	127.14 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	354.68 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	124 820.64 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1202**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CHI DE ROCHER LARGENTIÈRE**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070004742</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CHI DE ROCHER LARGENTIÈRE</b>
------------------	------------------	------------------------	----------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	29 993.39 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1203**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CHI BOURG SAINT ANDÉOL VIVIERS**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070005558</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CHI BOURG SAINT ANDÉOL VIVIERS</b>
------------------	------------------	------------------------	---------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	78 792,22 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1204**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DES CEVENNES ARDECHOISES**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINES</b>	<b>070007927</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DES CEVENNES ARDECHOISES</b>
-----------------	------------------	------------------------	------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	189 749.51 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	93.15 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1205**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE VALLON PONT D'ARC**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780119</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE VALLON PONT D'ARC</b>
------------------	------------------	------------------------	--------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	99 518.70 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	14.03 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1206**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE VILLENEUVE DE BERG**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

**Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

**Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

**Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

**Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

**Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

**Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

**Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780127</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE VILLENEUVE DE BERG</b>
------------------	------------------	------------------------	---------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	132 290.43 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	13.21 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1207**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DU CHEYLARD**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

**Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

**Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

**Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

**Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

**Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

**Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

**Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780150</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DU CHEYLARD</b>
------------------	------------------	------------------------	-----------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	6 734.99 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	130 686.92 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	3 140.60 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1208**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE LAMASTRE**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

**Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

**Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

**Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

**Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

**Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

**Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

**Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780366</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE LAMASTRE</b>
------------------	------------------	------------------------	-----------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	98 684.65 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1209**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CENTRE HOSPITALIER DE TOURNON**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780374</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CENTRE HOSPITALIER DE TOURNON</b>
------------------	------------------	------------------------	--------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	16 976.68 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	378 948.08 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1210**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE SAINT FÉLICIEN**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>070780382</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE SAINT FÉLICIEN</b>
------------------	------------------	------------------------	-----------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	73 002,26 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1211**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE CONDAT EN FENIERS**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>150780047</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE CONDAT EN FENIERS</b>
------------------	------------------	------------------------	--------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	98 239.60 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1212**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CENTRE HOSPITALIER MAURIAC**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>150780468</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CENTRE HOSPITALIER MAURIAC</b>
------------------	------------------	------------------------	-----------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	14 403.52 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	145.71 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	203.04 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	428 499.75 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1213**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE MURAT**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>150780500</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE MURAT</b>
------------------	------------------	------------------------	--------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	3 261.36 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	174 862.29 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1214**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE NYONS**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>26000088</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE NYONS</b>
------------------	-----------------	------------------------	--------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	2 209.01 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	48 253.79 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1215**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH DE BUIS LES BARONNIES**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINSS</b>	<b>26000096</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE BUIS LES BARONNIES</b>
-----------------	-----------------	------------------------	---------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	1 297.96 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	46 163.93 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1216**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH FABRICE MARCHIOL LA MURE**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>380780031</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH FABRICE MARCHIOL LA MURE</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	72 854.84 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	1 457.03 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	13 668.08 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	303 976.18 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	9 736.92 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-201217**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CENTRE HOSPITALIER PONT DE BEAUVOISIN**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>380780056</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CENTRE HOSPITALIER PONT DE BEAUVOISIN</b>
------------------	------------------	------------------------	--

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	-348 354.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	198 280.03 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	10 859.46 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	790 988.27 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1218**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CENTRE HOSPITALIER ST LAURENT DU PONT**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>380780213</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CENTRE HOSPITALIER ST LAURENT DU PONT</b>
------------------	------------------	------------------------	--

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	144 447,45 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1219**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CLINIQUE MEDICALE BUISSONNIERE**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>420000192</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CLINIQUE MEDICALE BUISSONNIERE</b>
------------------	------------------	------------------------	---------------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	175 887.87 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1220**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DU PILAT RHODANIEN**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>420016933</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DU PILAT RHODANIEN</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	64 273.76 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1221**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH CRAPONNE SUR ARZON**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>43000059</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH CRAPONNE SUR ARZON</b>
------------------	-----------------	------------------------	------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	95 146.70 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1222**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH LANGEAC**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>43000067</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH LANGEAC</b>
------------------	-----------------	------------------------	-------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	125 131.59 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1223**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH D'YSSINGEAUX**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>43000091</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH D'YSSINGEAUX</b>
------------------	-----------------	------------------------	------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	109 470.90 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1224**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DU MONT DORE**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>630180032</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DU MONT DORE</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	3 893.71 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	175 563.97 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1225**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH BILLOM**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;
- Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>630781367</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH BILLOM</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	128 523.01 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1226**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CH BEAUJOLAIS VERT THIZY COURS LA VILLE**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>690043237</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH BEAUJOLAIS VERT THIZY COURS LA VILLE</b>
------------------	------------------	------------------------	--

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	3 738.07 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	102 368.13 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1227**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE CONDRIEU**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;
- Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;
- Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;
- Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>690780069</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE CONDRIEU</b>
------------------	------------------	------------------------	-----------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	175 573.64 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1228**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**HOPITAL DE L'ARBRESLE**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>690780150</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>HOPITAL DE L'ARBRESLE</b>
------------------	------------------	------------------------	------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	-300 000,00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0,00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0,00 €
au titre des transports :	0,00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0,00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0,00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0,00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0,00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0,00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES :	0,00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	323 851,13 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0,00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0,00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0,00 €
au titre des transports :	0,00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0,00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0,00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0,00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1229**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DE BEAUJEU**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu**, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

**Vu**, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

**Vu**, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

**Vu**, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu**, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

**Vu**, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

**Vu**, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**Vu**, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

**Vu**, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

**Vu**, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

**Vu**, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

**Vu**, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>690782248</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DE BEAUJEU</b>
------------------	------------------	------------------------	----------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	105 925.45 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1230**  
PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD  
**CENTRE HOSPITALIER GERIATRIQUE DU MONT D'OR**  
AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>690782925</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CENTRE HOSPITALIER GERIATRIQUE DU MONT D'OR</b>
------------------	------------------	------------------------	--

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	363 947.13 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté n° 2022-20-1231**  
**PORTANT FIXATION DU MONTANT A VERSER POUR LES ACTIVITES MCO et HAD**  
**CH DUFRESNE SOMMEILLER**  
**AU TITRE DE L'ACTIVITE DECLAREE POUR LE MOIS DE JUIN 2022**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu, le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 et R. 162-33-20 à R. 162-33-24 ;

Vu, le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 L. 162-25, L. 162-26 ;

Vu, la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu, l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu, le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé;

Vu, l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu, l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu, l'arrêté du 28 mars 2022 fixant pour l'année 2022 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu, l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022 ;

Vu, l'arrêté du 23 juin 2016 modifié relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;

Vu, l'arrêté du 19 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;

Vu, le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2022,

**ARRÊTE**

<b>N° FINESS</b>	<b>740781190</b>	<b>Etablissement :</b>	<b>CH DUFRESNE SOMMEILLER</b>
------------------	------------------	------------------------	-------------------------------

**Article 1<sup>er</sup> – Le montant alloué à l'établissement, pour les activités MCO-HAD, pour le mois visé en référence, au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre de la prestation HPR pour les sites géographiques labellisés Hôpital de proximité :	219 751.72 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 2 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) :**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 3 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

**Article 4 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

**Article 5 – Le montant dû à l'établissement pour le mois visé en référence au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents est égal à :**

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

**Article 6 – Le montant alloué aux établissements de santé au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)**

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

**Article 7– Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées est égal à**

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 8 –Montant complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2021 au cours de l'année 2022 :**

- au titre de la valorisation de l'activité des patients hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU) et soins aux détenus

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des forfaits "prélèvements d'organe" (PO) :	0.00 €
au titre des forfaits d'interruption volontaire de grossesse (IVG) :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "dialyse" (D) :	0.00 €
au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences "gynécologiques" (ATU) :	0.00 €
au titre des forfaits âge urgences et suppléments (FU) :	0.00 €
au titre des forfaits "petit matériel" (FFM) :	0.00 €
au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (FSE) :	0.00 €
au titre des "actes et consultations externes" (ACE) y compris les "forfaits techniques" (FTN) hors FIDES:	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD hors aide médicale d'Etat (AME), Soins urgents (SU)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe) :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME) MCO-HAD

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €
au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus pour les activités de MCO - HAD des patients relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité HAD :	0.00 €

- au titre de la valorisation de l'activité des patients relevant des soins urgents

au titre des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre des transports :	0.00 €

- au titre des prestations de la liste en sus issues des SU pour les activités de MCO (hors HAD)

au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €
au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous A A P, A A C P C (séjours) relevant de l'activité MCO :	0.00 €

-au titre de la valorisation des soins dispensés aux personnes écrouées

au titre du reste à charge des "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments :	0.00 €
au titre du reste à charge des "actes et consultations externes" (ACE) :	0.00 €

**Article 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification

**Article 10** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à LYON, le 16 août 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, et par délégation,  
Le Directeur Délégué Finance et Performance

Raphaël BECKER

**Arrêté N° 2022-17-0322**

portant fermeture d'une pharmacie d'officine dans le département du Puy-de-Dôme

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de la santé publique, et notamment l'article L. 5125-5-1 et L. 5125-22 ;

Vu la licence de création d'officine de la pharmacie n°331 du 29 août 1979 de l'officine de pharmacie DORUT située Centre commercial Flamina – Croix de Neyrat – 63000 Clermont-Ferrand.

Considérant le courrier du Cabinet d'avocats Labonne et ACDP, représentant de Philippe DORUT, titulaire de l'officine de pharmacie DORUT, daté du 20 juin 2022, et reçu le 22 juin 2022, confirmant la cession du fonds de commerce de l'officine de pharmacie sise Centre commercial Flamina, rue du Torpilleur Sirocco à Clermont-Ferrand (63100) à la Pharmacie Pharmammouth, sise Boulevard Etienne Clémentel à Clermont-Ferrand (63100), au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2022 envisagée;

Considérant le courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022 reçu le 6 juillet 2022 confirmant la restitution de la licence N° 331 délivrée à la pharmacie située Centre commercial Flamina, Croix de Neyrat, rue du Torpilleur Sirocco à Clermont-Ferrand 63000.

Considérant que la fermeture définitive entraîne la caducité de la licence ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 29 août 1979 portant licence de création de la pharmacie d'officine DORUT, sise Centre commercial Flamina, Croix Neyrat, rue du Torpilleur Sirocco à Clermont-Ferrand (63) sous le n° 331 est abrogé à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 2** : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- d'un recours administratif hiérarchique auprès de Monsieur le ministre de la Santé et de la prévention,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent pouvant être introduit par la voie de l'application «Télérecours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr),

**Article 3** : La Directrice de l'Offre de Soins et le Directeur de la délégation départementale du Puy-de-Dôme de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, et publié au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Lyon, le 29 août 2022

Pour le Directeur Général et par délégation,  
La responsable du Pôle pharmacie-biologie

Catherine PERROT

Copie : Délégation départementale du Puy-de-Dôme de l'ARS ARA ; CPAM63 ; CDOM63 ; ordre des pharmaciens



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2022-02 du 30 août 2022  
portant subdélégation pris pour**

**l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 portant délégation de signature à  
M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes**

- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code de la commande publique ;
- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;
- Vu** le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;
- Vu** le décret du 24 septembre 2018 modifiant le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;
- Vu** le décret n° 2019-1004 du 27 septembre 2019 relatif aux entrepreneurs de spectacles vivants ;
- Vu** le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, du budget du ministère de la culture ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 29 décembre 2016 fixant la liste des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État pour lesquels l'avis du chef de service déconcentré sous l'autorité duquel sont placés ces personnels est requis préalablement à leur édicition ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans la commande publique ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 juin 2020 nommant M. Marc DROUET dans l'emploi de directeur régional des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 pour une durée de quatre ans ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-22 du 4 janvier 2016 portant organisation de la direction régionale des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 portant délégation de signature à M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles ;

**Vu** les décisions des responsables de programme ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

## **ARRETE**

### **SECTION 1.**

#### **COMPÉTENCE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

##### **Article 1 :**

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles, subdélégation de signature est donnée en matière d'administration générale à M. François MARIE, directeur régional adjoint des affaires culturelles. En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET et de M. François MARIE, subdélégation de signature est donnée en matière d'administration générale à M. Jacques PORTE, directeur du pôle architecture et patrimoines, à M. Bastien COLAS, directeur du pôle création, médias et industries culturelles, à Mme Jacqueline BROLL, directrice du pôle action culturelle et territoriale et à Mme Estelle DENIS, secrétaire générale de la direction régionale des affaires culturelles, dans les conditions précisées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 susvisé.

##### **Article 2 :**

En cas d'empêchement ou d'absence des personnes visées à l'article 1, dans la limite de leurs attributions fonctionnelles et à l'exclusion des courriers adressés aux élus, à l'administration préfectorale et aux directeurs et chefs de service d'administration centrale, subdélégation est donnée à :

- Mme Anne-Lise PREZ, conservatrice régionale des monuments historiques et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marie-Blanche POTTE, conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, M. Grégoire CHALIER, conservateur régional adjoint des monuments historiques et M. Patrick MAILLARD, adjoint au conservateur régional des monuments historiques ;
- M. Karim GERNIGON, conservateur régional de l'archéologie, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL, conservatrice régionale adjointe de l'archéologie et M. François DUMOULIN, conservateur régional adjoint de l'archéologie ;
- Mme Ophélie BUARD, cheffe du service des affaires financières, M. Maxime CROCHEMORE, adjoint à la cheffe du service des affaires financières ;
- Mme Sonia TAHIRI, cheffe du service du fonctionnement des services et, en cas d'absence ou d'empêchement à M. Johann BULLOT, adjoint à la cheffe du service du fonctionnement des services ;
- Mme Maud BERRY, cheffe du service des ressources humaines et, en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Laurence REVEIL, adjointe à la cheffe de service ;
- M. Vincent DUBIEN, administrateur du site de Clermont-Ferrand.

##### **Article 3 :**

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles subdélégation de signature est donnée en matière d'administration générale, à l'effet de signer les avis, accords, actes et correspondances et dans la limite de leurs attributions et de leur ressort territorial et à l'exclusion des courriers adressés aux élus, à l'administration préfectorale et aux directeurs et chefs de service d'administration centrale à :

- Mme Émilie SCIARDET, cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Ain et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Muriel VERCEZ, adjointe à la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Ain ;
- M. Guillaume PRAPANT, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Allier ; en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Soizik BÉCHETOILE, adjointe au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Allier ;

- M. Jean-François VILVERT, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Ardèche ;
- M. Paul GIRARD, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Cantal ;
- M. Philippe ARAMEL, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Drôme et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Anne BOURGON, adjointe au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Drôme ;
- Mme Hélène SCHMIDGEN-BENAUT, cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Isère et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marta POP, adjointe à la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Isère ;
- M. Jean-Marie RUSSIAS, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Loire, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Maud ROMIER, adjointe au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Loire ;
- Mme Anne-France BOREL, cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Haute-Loire ;
- M. Régis DELUBAC, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Puy-de-Dôme et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Muriel CROS, adjointe au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Puy-de-Dôme ;
- Mme Emmanuelle DIDIER cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Rhône et, en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Marie DASTARAC et à M. Christophe MARGUERON, adjoints à la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Rhône ;
- M. Philippe GANION, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Savoie et de la Haute-Savoie et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Hélène BLIN et M. Jérôme COGNET adjoints au chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Savoie et de la Haute-Savoie.

**SECTION 2.**  
**COMPÉTENCE DE RESPONSABLE D'UO**  
**ET DE RESPONSABLE DE CENTRE DE COÛTS**  
**ORDONNANCEMENT SECONDAIRE DÉLÉGUÉ**

**Article 4 :**

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles, subdélégation de signature est donnée en matière de responsable d'UO, et de responsable de centre de coûts et à ce titre, de procéder à l'ordonnancement secondaire, à François MARIE, directeur régional adjoint des affaires culturelles. En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET et de M. François MARIE, subdélégation est donnée à M. Jacques PORTE, directeur du pôle architecture et patrimoines, à M. Bastien COLAS, directeur du pôle création, médias et industries culturelles, à Mme Jacqueline BROLL, directrice du pôle action culturelle et territoriale et à Mme Estelle DENIS, secrétaire générale de la direction régionale des affaires culturelles, dans les mêmes conditions.

**Article 5 :**

En cas d'empêchement ou d'absence des personnes mentionnées à l'article 4, subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et dans les conditions précisées aux articles de 5 à 9 de l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 susvisé à :

- Mme Anne-Lise PREZ, conservatrice régionale des monuments historiques et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marie-Blanche POTTE, conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, à M. Grégoire CHALIER, conservateur régional adjoint des monuments historiques et à M. Patrick MAILLARD, adjoint au conservateur régional des monuments historiques (BOP 175 action 1 et BOP 363) ;
- M. Karim GERNIGON, conservateur régional de l'archéologie, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL, conservatrice régionale adjointe de l'archéologie et François DUMOULIN, conservateur régional adjoint de l'archéologie (BOP 175, action 9) ;
- Mme Sonia TAHIRI, cheffe du service du fonctionnement des services et, en cas d'absence ou d'empêchement à M. Johann BULLOT, adjoint à la cheffe du service du fonctionnement des services (BOP 363, BOP 224 action 7, BOP 354 actions 5 et 6 et BOP 723) ;

- Mme Ophélie BUARD, cheffe du service des affaires financières et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Maxime CROCHEMORE, adjoint à la cheffe du service des affaires financières (BOP 131, 175, 224, 334, 361, 363).
- M. Vincent DUBIEN, administrateur du site de Clermont-Ferrand.

**Article 6 :**

Délégation de signature est donnée aux agents dont les noms suivent, à effet de valider, de façon électronique dans le progiciel comptable intégré Chorus, l'engagement, la certification de service fait, les demandes de paiement, les ordres de payer, les ordres de recettes :

- Mme Estelle DENIS, secrétaire générale (tous BOP) ;
- Mme Sonia TAHIRI, cheffe du service du fonctionnement des services et M. Johann BULLOT, adjoint à la cheffe du service du fonctionnement des services (BOP 363, BOP 224 action 7, BOP 354 actions 5 et 6 et BOP 723) ;
- Mme Ophélie BUARD, cheffe du service des affaires financières et M. Maxime CROCHEMORE, adjoint à la cheffe du service des affaires financières (BOP 131, 175, 224, 334, 361, 363).
- M. Vincent DUBIEN, administrateur du site de Clermont-Ferrand (BOP 354 actions 5 et 6 et BOP 723)

**SECTION 3.  
COMPÉTENCE DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Article 7 :**

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles, subdélégation de signature est donnée à M. François MARIE, directeur régional adjoint des affaires culturelles. En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROUET et de M. François MARIE, subdélégation de signature est donnée en matière de pouvoir adjudicateur à Mme Estelle DENIS, secrétaire générale de la direction régionale des affaires culturelles, à M. Jacques PORTE, directeur du pôle architecture et patrimoines et dans leur domaine de compétence à Mme Anne-Lise PREZ, conservatrice régionale des monuments historiques, M. Grégoire CHALIER, conservateur régional adjoint des monuments historiques, MME Marie-Blanche POTTE, conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, M. Patrick MAILLARD, adjoint à la conservatrice régionale des monuments historiques, à Mme Marie BAUQUIS, responsable des marchés publics à la conservation régionale des monuments historiques, à Mme Ophélie BUARD, cheffe du service des affaires financières, et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ophélie BUARD, à M. Maxime CROCHEMORE, adjoint à la cheffe du service des affaires financières à l'effet de signer les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics dans les conditions fixées à l'article 10 de l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 susvisé.

**Article 8 :**

L'arrêté n° 2022-01 du 28 mars 2022 portant subdélégation pris pour l'arrêté préfectoral n°2022-67 du 23 mars 2022 portant délégation de signature à M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes, est abrogé au 15 septembre 2022, date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Article 9 :**

M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Signé Marc DROUET



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD-EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration  
du Ministère de l'Intérieur Sud-Est**

La chef du centre de services partagés Chorus

## **DÉCISION**

***SGAMISE\_DAGF\_2022\_09\_05\_125***

*portant subdélégation de signature aux agents du centre de services partagés pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS –  
Service exécutant MISPLTF069*

**VU** le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGAMI-SE-DAGF-2017-10-06-28 du 5 octobre 2017 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Sud-Est ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGAMI-SE\_DAGF\_2022\_07\_07\_123 du 07 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone de défense et de sécurité Sud-Est, secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense Sud-Est en matière d'ordonnancement secondaire ;

**VU** les décisions ministérielles et préfectorales affectant le personnel ;

## **D É C I D E**

**Article 1<sup>er</sup>.** –Délégation de signature est donnée pour les programmes du ministère de l'intérieur,

- **152** « gendarmerie nationale », titres 2, 3 et 5,
- **161** « intervention des services opérationnels », titres 3 et 5,
- **176** « police nationale », titres 2, 3 et 5,
- **362** « Écologie » titres 3 et 5,
- **363** « Compétitivité » titres 3 et 5
- **216** « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », titres 2, 3, 5 et 6,

- **232** « vie politique, culturelle et associative », titre 2,
- **303** « immigration et asile », titres 3 et 5,
- **307** « administration territoriale », titre 2

ainsi qu'une partie du programme du ministère des affaires étrangères et européennes,

- **105** « action de la France en Europe et dans le monde », pour le traitement des indemnités de mission et de changements de résidence de militaires de la gendarmerie affectés ou effectuant des missions au profit du Ministère des affaires étrangères/direction de la coopération de sécurité et de défense (MAE/DCSD)

et les opérations immobilières des implantations de la police nationale et de la gendarmerie nationale financées sur le programme du ministère des finances,

- **723** « opérations immobilières nationales et des administrations centrales », titres 3 et 5, aux agents du centre de services partagés CHORUS du SGAMI Sud-Est dans les conditions définies ci-après pour les actes suivants :

**§1. pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS de la certification de service fait à :**

- |  |   |
|--|---|
| - Madame <b>Malika ZOILOU</b> ,              | - Madame <b>Magali GONZALES</b> ,       |
| - Madame <b>Sabah ARGOUBI</b> ,              | - Madame <b>Patricia GONNATI</b> ,      |
| - Monsieur <b>Assad ATTOUMANI</b> ,          | - Monsieur <b>Sébastien GUIRONNET</b> , |
| - Monsieur <b>Laurent BACHELET</b> ,         | - Madame <b>Christine JACQUET</b> ,     |
| - Madame <b>Samia BEGAI</b> ,                | - Monsieur <b>Vincent JAMMES</b> ,      |
| - Monsieur <b>Patrick BALLOFFET</b>          | - Madame <b>Patricia JEGARD</b> ,       |
| - Madame <b>Magali BARATHÉ</b> ,             | - Madame <b>Sylvie JUNG</b> ,           |
| - Madame <b>Céline CABRAL</b> ,              | - Monsieur <b>Elvis KEMAYOU</b> ,       |
| - Madame <b>Sorya BENDELA</b> ,              | - Madame <b>Sandrine MECHAUD</b> ,      |
| - Madame <b>Marina BERTI</b> ,               | - Monsieur <b>Maxime LOHSE</b> ,        |
| - Madame <b>Sophia BIQUE</b> ,               | - Monsieur <b>Laurent LUCHESI</b> ,     |
| - Madame <b>Rachelle CHERPAZ</b> ,           | - Monsieur <b>Sylvie PATALANO</b> ,     |
| - Monsieur <b>Christophe CAUCHOIS</b> ,      | - Madame <b>Fatiha MARCHADO</b> ,       |
| - Madame <b>Tifany CHARDAC</b> ,             | - Madame <b>Hind MECHERI</b> ,          |
| - Madame <b>Nathalie CHARLOSSE</b> ,         | - Madame <b>Lea MOUTHON</b> ,           |
| - Madame <b>Nathaly CHEVALIER</b> ,          | - Madame <b>Maria MUCI</b> ,            |
| - Monsieur <b>Christophe CHALANCON</b> ,     | - Monsieur <b>Quentin OMS</b> ,         |
| - Maréchal des Logis <b>Damien VARNIER</b> , | - Monsieur <b>Lionel MARTINEZ</b> ,     |
| - Monsieur <b>René COHAS</b> ,               | - Madame <b>Laetitia PATRICK</b> ,      |
| - Monsieur <b>Loïc DARNON</b> ,              | - Madame <b>Swann PHILIPPEAU</b> ,      |
| - Madame <b>Maria DA SILVA</b> ,             | - Madame <b>Raphaëlle PIERRE</b> ,      |
| - Madame <b>Audrey DEREMARQUE</b> ,          | - Madame <b>Carole RAVAZ</b> ,          |
| - Madame <b>Christelle DUVAL</b> ,           | - Madame <b>Nadine REAU</b> ,           |
| - Madame <b>Elisabeth ESCOBAR</b> ,          | - Madame <b>Virginie ROUX</b> ,         |
| - Madame <b>Nathalie FAYE</b> ,              | - Madame <b>Amandine SERVONNAT</b> ,    |
| - Madame <b>SONIA FOUJIL</b> ,               | - Monsieur <b>Adrien TERRY</b> ,        |
| - Madame <b>la MDLC Aurélie GALIERO</b> ,    | - Madame <b>Marion THIBAUT</b> ,        |
| - madame <b>Christelle GACHON</b> ,          | - Monsieur <b>Romain TRAN NGUYEN</b> ,  |
| - Madame <b>Michèle GARRO</b> ,              | - Madame <b>Sabrina ZIAT</b> ,          |
| - Monsieur <b>David GAUTHIER</b> ,           | - Madame <b>Christelle SAIGNE</b> ,     |

- Madame **Noria SPIRLI**,
- Monsieur **Keo-Selaseth SUM**,

**§ 2. pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS des engagements juridiques et des demandes de paiement à :**

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur <b>Adrien TERRY</b>,</li> <li>- Madame <b>Magali BARATHÉ</b>,</li> <li>- Madame <b>Samia BEGAI</b>,</li> <li>- Madame <b>Christelle SAIGNE</b>,</li> <li>- Madame <b>Sorya BENDELA</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Christophe CHALANCON</b>,</li> <li>- Madame <b>Aurélie GALIERO</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Loïc DARNON</b>,</li> <li>- Madame <b>Maria DA SILVA</b>,</li> <li>- Madame <b>Michèle GARRO</b>,</li> <li>- Madame <b>Sylvie JUNG</b>,</li> <li>- Madame <b>Nathalie FAYE</b>,</li> <li>- Madame <b>Christelle GACHON</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Damien VARNIER</b>,</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Madame <b>Nathalie GUICHARD</b>,</li> <li>- Madame <b>Gaëlle CHAPONNAY</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Philippe KOLB</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Lionel MARTINEZ</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Sébastien GUIRONNET</b>,</li> <li>- Madame <b>Hind MECHERI</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Maxime LOHSE</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Laurent LUCHESI</b>,</li> <li>- Monsieur <b>Keo-Selaseth SUM</b>,</li> <li>- Madame <b>Fathia MARCHADO</b>,</li> <li>- Madame <b>Swann PHILIPPEAU</b>.</li> </ul> |
|---|---|

**§ 3. pour la validation électronique dans le progiciel comptable des titres de perception à :**

- Madame **Nathalie FAYE**,
- Madame **Gaëlle CHAPONNAY**,
- Monsieur **Keo-Selaseth SUM**,
- Monsieur **Philippe KOLB**,
- Madame **Nathalie GUICHARD**.

**Article 2.** – Un spécimen des signatures et paraphes sera adressé, séparément, pour accréditation aux comptables assignataires concernés.

**Article 3.** –La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La Chef du centre de services partagés  
CHORUS du SGAMI Sud-Est,  
Gaëlle CHAPONNAY

Lyon, le 01 septembre 2022